

## CHAPITRE III.

*Du pouvoir et de l'autorité des Parlements.*Hollinsh.  
Vol. 1. p.  
173.

LE pouvoir Parlementaire, dans sa capacité Législative, (consistant dans le consentement et l'acte des trois Etats, le Roi, les Lords et le Communes pour le rendre obligatoire) il ne comprend pas moins que le consentement réuni de toute et chaque personne du Royaume, & d'après cette notion il est illimité et universel; son autorité est le moins variable et le plus ferme appui de la monarchie et du gouvernement, et on s'en est toujours servi comme du seul moyen pour accommoder les prétentions des prétendants et des compétiteurs, pour arbitrer et décider non seulement le droit et la possession, mais encore la succession et reversion du pouvoir royal, pour secourir et défendre le Roi et le Royaume, contre toute injure ou empiétement que l'on voudroit faire à son autorité; pour déterminer les droits nationaux, assurer la propriété et établir une paix et une sécurité parfaite parmi

parmi le peuple tant au dedans qu'au dehors.

Dans cette capacité le Parlement a un pouvoir au dessus de la Loi même, puisqu'il peut changer la Loi commune d'Angleterre, déclarer l'intention des Loix douteuses, abolir les vieilles patentes, les octrois ou chartres ainsi que tous jugements, erronés ou illégaux, soit du Roi ou de quelque Cour de Justice que ce soit, et ce pouvoir s'étend si loin qu'il peut contraindre le Roi et le peuple à punir les délinquants de toutes sortes, & qu'il peut examiner les abus de la religion, et l'annuller ou la changer.

Hollinsh.  
c. 1. Vol.  
1. p. 173.

L'an 1626, 2. *Charles*, les Communes dans leurs remontrances déclarent que ça toujours été le droit et l'usage ancien, constant, et certain des Parlements de dénoncer et de se plaindre de toutes personnes de quelque qualité qu'elles soient, trouvées vexer le public, en abusant du pouvoir et de la confiance mis en elles par les Souverains; un droit appuyé de fréquents exemples durant les meilleurs et les plus glorieux règnes, comme l'histoire et les documents authentiques le prouvent.

Rushow.  
Col. vol. 1.  
page 246.

Dans la 30e année du règne d'*Edouard* III. le Parlement accusa *John de Gaunt*, fils du Roi, les Lords *Latimer* et *Nevil*

7. H. 4.  
Rol. Parl.  
No. 31. &  
38.

F 2

d'avoir

d'avoir mal conseillé le Roi, et pour cela ils furent envoyés à la Tour.

Russw. ib. p. 607. La 11<sup>me</sup> année du regne d'*Henry IV.* N<sup>o</sup> 19. on se plaignit du Conseil et il fut ôté au Roi, parcequ'il avoit indisposé le Roi et l'avoit détourné de faire le bien général. Dans la 4<sup>me</sup> année d'*Henry III.* et dans la 27<sup>me</sup> d'*Edouard III.* et la 13<sup>me</sup> de *Richard II.* le Parlement modéra la prérogative royale, enforte dit *Sir Edouard Coke*, que rien ne peut devenir abusif dont le Parlement ne puisse s'enquérir et corriger.

Idem. p. 690. Le Roi *Jacques I.* fit ressouvenir les Communes assemblées en Parlement que ce seroit la plus grande infidélité possible, et un manque de leur devoir envers Sa Majesté et de la confiance mise en eux, si en lui représentant les griefs du peuple et les raisons des requêtes des différentes parties du Royaume, ils n'agissoient pas de bonne foi avec lui et sans partialité envers tout oppresseur ou homme dangereux au bien public, quelque proche ou aimé qu'il peut être de lui.

Sir Tho. Smith's commonw. l. 2. c. 9. p. 78. Arcana par. 7. Le plus grand et le plus absolu pouvoir du Royaume d'Angleterre réside dans le Parlement. Car, comme à la guerre, là où est le Roi en personne, la noblesse, la gentilhommerie et la bourgeoisie, se trouvent certainement la force et la puissance de l'Angleterre, de même  
en

en paix et consultation, là où le Roi donne la vie par le dernier et le plus grand commandement, là où les Barons ou la Noblesse pour la première classe, les Chevaliers, Ecuiers, Gentils-hommes et Communes pour la dernière, et les Evêques pour le Clergé, sont présents pour aviser, consulter et montrer ce qui est bon et nécessaire pour le bien général et délibérer ensemble, on doit convenir qu'après qu'un bill ou une Loi a été lu trois fois et débattu dans chacune des deux Chambres séparément, et que le Roi en présence des deux parties y a donné ensuite sa sanction, que c'est l'acte du Roi et de toute la nation ; enforte que personne ne peut justement s'en plaindre et que chacun doit le trouver bon et s'y soumettre.

ib. p. 73.

Quand le consentement et la concurrence de ces trois Etats est rédigé par écrit et passé en Parlement, c'est une espèce d'engagement tripartite, entre le Roi, les Lords et les Communes ; et ce qui est ainsi fait est appelé ferme, stable et *statum*, et passe pour Loi.

Inst. leg. 31

Le pouvoir des Parlements consiste.

1. A abroger les anciennes Loix.
2. A en faire de nouvelles.
3. A donner des ordres pour ce qui est passé.

Sir Thom. Smith, ib. Arc. Parl. 2. vide Cr. Jur. 3.

4. A diriger ce qui doit être fait à l'avenir.
5. A changer le droit et la possession des individus.
6. A légitimer les bâtards.
7. A établir des rites religieux.
8. A changer les poids et mesures.
9. A régler la succession à la Couronne.
10. A éclaircir les droits douteux quand il n'y a pas de Loi déjà faite.
11. A mettre des subfides, tailles, taxes et impots.
12. A accorder les plus généreux pardons et absolutions.
13. A rehabiliter dans les noms et dignités,
14. Et comme Cour Souveraine à condamner ou absoudre ceux qui sont pourfuis.

ib.

En un mot, le Parlement d'Angleterre peut faire tout ce que le peuple *Romain* pouvoit faire par leur *Centurialis, Comitius* ou *Tributis*; puisqu'il représente et a l'autorité de tout le Royaume, qu'il en est la tête et le corps. Chaque Anglois étant censé y être présent soit en personne, soit par procureur de quelque rang, condition, dignité ou qualité qu'il puisse être, depuis le prince, (soit qu'il soit Roi ou Reine) jusqu'au plus petit sujet; aussi le consentement du Parlement

ment est-il regardé comme celui de chaque individu.

A l'égard de son pouvoir tant sur les statuts que sur la loi commune, vous n'en pouvez être mieux instruits que par les termes mémorables d'un acte du Parlement même, qui sont comme suit : *D'autant que ce Royaume ne reconnoissant de Supérieur après Dieu que le Roi, n'a pas été et n'est pas sujet aux Loix d'aucun homme, seulement à celles qui ont été faites et ordonnées dans ce Royaume et pour son avantage, ou à telles autres dont par souffrance du Roi et de ses ancêtres, le peuple de ce royaume a voulu librement et volontairement faire usage et auxquelles il s'est soumis par un long usage et coutume, non pas comme aux loix d'un prince étranger, potentat, ou prélat, mais comme à une coutume et à d'anciennes Loix de ce Royaume établies dans le principe comme Loix d'icelui, par la dite souffrance, consentement et coutume et non autrement. Il est donc de l'équité naturelle et de la saine raison que toutes et chacune de ces Loix humaines faites dans ce Royaume par souffrance, consentement et coutume susdits, soient réservées au Roi, aux Lords spirituels et temporels et aux Communes représentant le Royaume entier dans la Cour Souveraine du Parlement avec pouvoir et autorité*

Raffar's Stat.  
fol. 346.  
25. H. 1.  
c. 21.

torité non seulement d'exempter, mais aussi d'autoriser une ou plusieurs personnes de choix à s'exempter d'icelles ou de toute autre Loi humaine de ce Royaume et de chacune d'elles, tel que la qualité de la personne et le cas le requerra; *et aussi de les abroger, annuler, augmenter, ou diminuer en tout ou partie, comme il paroitra à propos et convenable au Roi, aux Nobles et aux Communes de ce Royaume présents en Parlement pour l'avantage du dit Royaume.*

36. 4. *Inst.* Le pouvoir et la juridiction du Parlement pour faire des Loix, en procédant par Bill, sont si transcendans et absolus qu'ils ne peuvent être renfermés dans aucunes bornes soit par rapport aux causes soit par rapport aux personnes. *Si antiquitatem specles, est vetustissima, si dignitatem, est honoratissima, si jurisdictionem, est capacissima.*

Speed's hist.  
f. 914. Rot.  
parl.  
1. R. 3. in  
Cotton's a  
bridgement  
f. 713. 714.

Tout le Parlement (qui doit le mieux connoître son propre pouvoir) affirme que la Cour du Parlement est si puissante, et le peuple de ce pays si bon et si bien disposé, comme l'expérience le prouve, que la manifestation ou déclaration d'aucune vérité ou d'aucun droit faite par les trois Etats du Royaume assemblés en Parlement et par son autorité, fait foi par dessus toutes choses, tranquille l'esprit des individus et leve tout doute.

*Parliamentum*

*Parliamentum omnia potest*, dit le 4. *Inst.* 74. 76.

Le Parlement a un pouvoir absolu et illimité dans les choses temporelles de cette nation. *Sir Rob. Atkin's argument. &c. 50.*

Le Parlement est de toutes les Cours celle qui a l'autorité la plus grande et la plus sacrée: il a un pouvoir absolu: nos écrivains et nos historiens les plus savants et les plus graves conviennent que c'est la plus haute Cour. *ib.*

Un homme donne son bien à quelqu'un et à ses héritiers males; dans ce cas les héritiers du genre féminin hériteront aussi, car il a été jugé ainsi par le Parlement. *Crompton 20. 6. Dr. and Student.*

Une des fins principales et fondamentales des Parlements est de remédier aux griefs du peuple et de soulager son oppression et il est dit dans le Chapitre I. pages 4 & 5 du *Mirror of Justices*, que les Parlements ont été institués pour oïr et déterminer les plaintes portées contre les actions injustes du Roi, de la Reine et de leurs enfans; et particulièrement de ces personnes contre lesquelles les Sujets ne pourroient pas avoir la Justice ordinaire pour les torts qu'ils leur auroient faits. *Petie's preface to ancient rights, P. 41.*

Covient par droit que le Roi usé compagnie avec les lords et terminer aux parliaments tous les breves et plaints de torts de le Roi. *Horn's Mitton, p. 9.*

de

de la roigne, et de leur enfans, et de eux spécialement de que torts len ne poit aver autre ment common droit.

Sir Rob.  
Atkyn's arg.  
P. 45.

Plus les personnes sont élevées en dignité, pourvu qu'elles soient de la classe des sujets, plus elles doivent être soumises aux Loix du Roi, et plus elles sont propres à être traduites devant cette grande Cour. Ce ne sera pas un *impar congressu*.

ib. 37.  
Mat. Paris.

Le Roi Jean remit la Couronne d'Angleterre au Pape par les mains de *Paulus* son légat et le soumit honteusement à la reprendre de ses mains à moyen d'un tribut annuel. Sous le règne de notre glorieux Roi Edouard III. le Pape demanda cette rente et les arrérages; mais les Prélats, les Ducs, les Comtes, les Barons et les Communes refusèrent que ni le Roi ni toute autre personne n'avoit pu soumettre le royaume et le peuple sans leur consentement; *l'assent de eux*.

Sir Rob.  
Atkyn's arg.  
P. 50.

D'où on peut conclure qu'on peut disposer de la Couronne de leur consentement unanime. Ca été la plus importante décision en loi sur un des plus importants points de loi concernant la prétention d'un pouvoir absolu par le Roi dans un tems où le Pape étoit à son plus haut degré d'autorité.

ib.

Il est au devoir de cette Cour suprême de connoître des delits qui de leur nature sont

sont trop grands pour la Cour du Banc du Roi ou pour toute autre Cour.

Les filles et héritières apparentes d'un homme ou d'une femme peuvent par acte du Parlement hériter, durant la vie, de l'ancêtre.

4. Infl. 36.  
Ame 69.  
ib.

Le Parlement peut déclarer majeur un enfant mineur.

Il peut convaincre un homme de trahison, après son décès.

ib.

Il peut naturaliser un étranger et en faire un sujet né.

ib.

Il peut déclarer bâtard, un enfant légitime en loi, c'est-à-dire né d'un adultère dont le mari est sur les quatre mers.

ib.

Il peut légitimer une personne illégitime, né absolument avant le mariage, il peut légitimer *secundum quid, etiam que simpliciter*.

ib.

La 21<sup>me</sup> année du règne de Richard II. les Lords appellants accusèrent le Duc de Gloucester de trahison, et quoiqu'ils sceussent qu'il étoit mort, ils prièrent le Roi qu'il fut sommé de venir se défendre. Le Roi envoya son ordre &c. ils demanderent jugement & l'obtinrent.

Selden's  
Judiciare

Robert Passington fut pareillement accusé devant le Parlement à Westminster et trouvé coupable, longtems après sa mort, et ses biens furent confisqués.

ib. 95.

John of Gaunt Duc de Lancaster eut de Catherine Swinford avant son mariage,

4. Infl. 36.  
Cotten's re-  
cord p. 363.



quatre enfants illégitimes, *Henry, John Thomas & Joan*. A un Parlement tenu dans la 20me année du règne de *Richard II.* le Roi par acte du Parlement en forme de chartre légitima les trois garçons et la fille *Joan*.

*Thomas Cromwell*, Comte d'Essex, atteint par le Parlement il se présenta pour être entendu, et cependant ne fut appelé par aucune des Chambres du Parlement pour répondre, les Juges furent d'opinion que si qu'un est atteint par le Parlement il ne peut pas être question ensuite, a été appelé ou non pour répondre. Que l'acte de conviction étant passé par le Parlement étoit final.

Quand un homme ne peut pas en vertu de la Loi être atteint de haute trahison, à moins que l'offense ne soit la Loi une haute trahison, le Parlement ne devroit pas de son autorité le convaincre sous des termes généraux de haute trahison, mais la haute trahison devroit être exprimée spécialement, d'autant que la Cour du Parlement étant la plus grande et la plus honorable Cour de Justice elle doit donner l'exemple aux Cours inférieures.

Des actes contre le pouvoir d'un Parlement subséquent ne sont point obligatoires, ils sont contraires au pouvoir

à la juridiction du Parlement ainsi qu'à la liberté du Sujet et irraisonnables.

Le Statut de la 11me année de *Richard II.* c. 5. qui défendoit à toute personne de révoquer aucune des ordonnances faite alors, fut rappelé, parcequ'une telle restriction étoit injuste.

Un Acte de la 11me année de *Richard II.* c. 3. qui prohiboit à toute personne qui avoit été condamnée, ou dont les biens étoient confisqués de demander son pardon ou sa grace fut regardé comme irraisonnable, sans exemple, et en contravention à la loi et coutume parlementaire et conséquemment nul et sans effet.

Il a été décidé que c'étoit contre la dignité du Parlement de commettre entre les mains de peu de personnes l'autorité de cette Cour suprême, comme il avoit été fait la 21me année de *Richard II.* c. 16. et qu'une semblable commission ne doit pas être accordée.

Quelque transcendant que soit le pouvoir et l'autorité du Parlement et quoique plusieurs Parlements aient essayé à contrequarrer, restreindre, suspendre, modifier et annuler le pouvoir des Parlements subséquents, cependant ils n'ont jamais pu l'effectuer. Car le dernier Parlement a toujours le pouvoir d'abroger, suspendre, modifier, expliquer ou annuler

Vide post.  
4. Inst. 36.

ib. 39.

ib. 42.

ib. 42.

ib.

ib.

ib. 43.

annuller en tout ou partie, ce qu'on fait les premiers, nonobstant toute restriction, prohibition, ou pénalité que ce soit. Car c'est une maxime parlementaire, *quod leges posteriores priores contrarias abrogant.*

Un acte du Parlement comprend le consentement de chaque individu présent ou futur né ou à naître.

L'autorité souveraine de cette grande Cour Parlementaire est telle que, quoique la Majesté Royale ait plusieurs grands privilèges et prérogatives, cependant il y a beaucoup de choses qui ne peuvent pas en Loi passer sous le grand sceau par une chartre du Roi, sans le consentement du Parlement, comme il a été décidé par tous les Juges dans le cas du Prince.

Le Roi peut bien par lettres patentes faire un Décurion, mais il ne peut pas le naturaliser à tous égards comme le peut faire un acte du Parlement.

Si un homme est atteint de félonie ou de trahison, par verdict, contumace, confession, &c. il devient infame, ce qui le rend inhabile ainsi que sa postérité à succéder et à être succédé, et il ne peut être réhabilité que par acte du Parlement. Cependant le Roi peut lui accorder la vie par cette chartre de Parlement.

Hobart,  
256.

Hakewell,  
86.

ib. 87. Bro.  
Denizen N°  
9. 36. H. 8.

Hakewell.  
89.

Le Roi ne peut point changer la Loi commune ou les coutumes générales du Royaume, comme celles appellées *Gavelkind, Borough-Englisk*, et autres semblables, sans le consentement du Parlement.

Quoique le Roi ait un Royaume par succession, voyant que c'est en vertu des Loix de ce même Royaume qu'il en hérite, il ne doit pas les changer de lui même, sans le consentement du Parlement.

Suivant les Loix du Royaume le Roi ne peut pas par sa proclamation changer la Loi, il ne peut par sa proclamation que menacer de son indignation ceux qui ne lui obéiront pas, mais la peine de désobéissance à sa proclamation ne peut pas être suivie de la perte des biens ou de la vie, sans la concurrence du Parlement.

Le Parlement d'Angleterre n'élit l'Irlande, *quoad terras suas*, quar ils ont le Parlement la : mais il point eux lier quant *al choses transitory, come eskipper de lane, ou merchandize, al intent de ceo carrier al auter lieu ultra mare* ; c'est-à-dire le Parlement d'Angleterre ne peut faire de Loix concernant les propriétés foncières d'Irlande puisqu'ils y ont un Parlement, mais il peut leur en faire pour les choses transitoires, comme pour

ib. 90.

ib.

ib.

Book. 189.  
21. vide. 20  
H. 6. 9.  
Crompton  
22. 6.

Quatre infra.

l'exportation

l'exportation de la laine et des marchandises outre mer.

4. *Inst.* 350. Quelquefois le Roi d'Angleterre a appelé la noblesse d'Irlande à son Parlement en Angleterre, &c. et le Parlement d'Angleterre peut en termes exprès obliger les Sujets d'Irlande.

*ib.* 23. Les Lords dans leur Chambre ont le pouvoir judiciaire ainsi que les Communes dans la leur et tous deux ensemble l'ont aussi.

6. *H. 8. c.* 16. On comprendra mieux ce pouvoir en lisant les Jugements et les records du Parlement en général et les journaux de la Chambre des Lords et le registre du Greffier de la Chambre des Communes, qui est quelquefois aussi appelé *record*.

*Vaughan* 285. S'il résulte quelqueinconvenient de la Loi, il n'y a que le Parlement qui puisse y remédier.

*ib.* 327. Si un acte du Parlement déclare qu'un mariage est contre la Loi divine, nous devons le croire, puisque la Loi, c'est-à-dire un acte du Parlement, le déclare ainsi.

Dans plusieurs cas les actes du Parlement obligent beaucoup de personnes qui ne sont point parties aux élections des Chevaliers, Citoyens et Bourgeois, comme tous ceux qui n'ont point de franchises, les femmes qui ont des franchises, les femmes qui ont des franchises

*ib.* 14.

aux ou non, les hommes audeffous de vingt et un ans, et nous pouvons même ajouter ceux qui ne sont pas nés. *Hob.* 256.

Il fut déclaré par les Lords et les Communes en plein Parlement, sur la demande qui leur fut faite de la part du Roi, qu'ils ne pouvoient rien faire en Parlement qui tendit à changer le droit successif du Roi à la Couronne qu'ils avoient juré de maintenir.

L'interprétation des Loix regarde ordinairement les Juges, il n'y a que dans des cas de beaucoup de difficulté ou de grande importance que le Parlement s'en occupe. *Hakewell,* 94.

En loi les erreurs des plaidoyers communs sont corrigées dans la Cour du Banc du Roi, et celles de la Cour du Banc du Roi dans le Parlement et non autrement, c'est-à-dire quand les procédures sont par *original writ*, car si elles sont par *Bill* elles peuvent être corrigées dans la Chambre de l'Echiquier suivant le statut de la 27<sup>me</sup> année d'*Elizabeth*, c. 8. d'où l'on appelle au Parlement par un *writ d'erreur*. *4. Inst.* 22. *vide Stat.* 1 *Jac.* 1. c. 1. *Inst. leg.* 171. 172.

Les actions d'après la Loi commune ne se décident point dans cette grande Cour du Parlement, mais les plaintes y ont toujours été reçues, soit pour des torts particuliers ou pour des offenses publiques, et suivant la qualité de la

*Selden's*  
*Judicature* 2.

G personne



personne ou la nature de l'offense on s'en est occupé ou on les a renvoyées à le pourvoir en loi.

Il y a plusieurs exemples que les Evêques ont été jugés par leurs Pairs en Parlement où ils avoient été accusés tant pour offenses capitales que pour malversations. Tel que l'Archevêque de *Canterbury* la 15me année d'Edouard III. n. 6. 7. 8. ensuite 44. & 39. et la 17me année du règne du même Roi 22. et tel que l'Evêque de *Norwich* la 7me. Année de *Richard II.* pour malversation et les Evêques de *York* et de *Chichester* furent jugés pour fait de trahison par leurs Pairs en Parlement sur l'appel des Lords, la 11me année de *Richard II.*

Et la 21me année du règne de *Richard II.* les Communes accusèrent de trahison par leurs Pairs en Parlement l'Archevêque de *Canterbury* sur l'appel des Lords la 11me année du même Roi, et la 21e année du même règne les *Lords temporels* sur telle accusation le déclarèrent un traître et le bannirent.

Mais si un Evêque est accusé dans toute autre Cour que le Parlement, il doit passer devant un corps de Jurés de francs tenanciers comme à l'ordinaire, car son honneur n'est point héréditaire comme les Pairs temporels hors du Parlement

lement. Cependant dans toutes autres maieries, excepté celle de leurs procès, ils ont privilège, comme par exemple on n'accorde point de délai contr'eux dans aucun procès, quand un Evêque est partie ce sont des Chevaliers qui doivent être jurés et on ne décerne point de prise de corps contr'eux, &c. on voit par là qu'elles sont les personnes qui de droit doivent être jugées par les Lords en Parlement, leurs vrais Pairs, et que les Evêques ne le sont pas.

Les jugements de mort rendus en Parlement ont toujours été rendus strictement *per legem terræ* (i. e. *lex parliamenti*.) id. 168.

Le Parlement a trois pouvoirs; un Législatif, à l'égard duquel il est appelé les trois états du Royaume, un judiciaire et on l'appelle à ce sujet *magna curia* ou la grande Cour, et un consultatif, ce qui fait qu'on le nomme *commune concilium regni*.

Sir Rob.  
Atkyn's argument, &c.  
36.

Le Parlement fait la loi à la Cour du Banc du Roi et à toutes les autres Cours du Royaume, conséquemment il seroit absurde et erroné qu'elles pussent lui en donner et qu'il leur fut soumis; le plus grand n'est jamais jugé par le plus petit.

id. 49.

Toutes les Cours de loix sont assujetties aux règles de la loi commune, mais les procédés du Parlement sont fondés

id. 50.

G 2 fur

sur des règles bien différentes. Les matieres en Parlement sont discutées et déterminées suivant la coutume et l'usage parlementaire, et la pratique du Parlement n'est ni suivant le droit civil ni suivant la Loi commune suivie dans les autres cours.

ib. Les Juges de toutes les Cours de loi de *Westminster* ne sont qu'assistants et attendants dans la grande Cour du Parlement; et les assistants jugeront-ils leurs Supérieurs?

ibid. Tout le monde est d'opinion que la grande Cour du Parlement est le dernier ressort; mais il ne seroit pas le dernier si ce qu'il fait pouvoit être revisé et contrôlé.

id. 51. Comme cette grande Cour Parlementaire procede d'après une loi lui est particulière, que l'on appelle, *lex et consuetudo parliamenti* (et non pas par les règles de la loi commune) et qui consiste des coutumes, usages et pratiques Parlementaires, c'est justement la raison pourquoi aucune Cour inférieure ne peut juger et déterminer ce qui est fait par et dans le Parlement.

Arç. Parl. 83. Un Statut ou acte du Parlement n'a pas besoin d'être publié, car le Parlement représente le corps entier du Royaume, puisqu'il y a des Chevaliers et des Bourgeois de chaque comté et ville, à moins que

que la publication n'en soit requise par l'acte.

Une personne convaincue de félonie ou de trahison ne peut-être réhabilitée sans un acte du Parlement.

id. 100.

Une armistice étant conclue entre les Anglois et les François par les Ambassadeurs du Roi *Edouard*, qui étoient honteusement convenus d'y comprendre les *Ecossois*, les dits Ambassadeurs en furent sévèrement réprimandés et punis, non seulement par le Roi, les Prélats et les Lords, mais encore par les Communes.

Pety's appendix to Miscel. Parliam. N<sup>o</sup>. 38.

La Cour Parlementaire étoit le sanctuaire où se refugioient dans le besoin les sujets opprimés et où ils trouvoient toujours un azile.

Turner's case of Bankers, 3<sup>e</sup>.

C'étoit dans le sein des Parlements qu'ils dépoisoient avec succès leurs larmes et leurs sanglots; et quand dans des cas graves la marche de la loi commune étoit arrêtée et empêchée, les Parlements venoient volontiers à leurs secours et ôtoient par des voies légales les chaînes et entraves que l'on avoit injustement mises sur l'*Echiquier*.

Voyez dans le même endroit plusieurs exemples de ceci.

Telle est la prérogative de la Couronne d'Angleterre et la loi du Royaume, que le Roi doit (et il s'y est obligé par serment) remédier, avec le consentement

Stat. Prov. 25. Ed. 3. Rast. Stat. 99.

du

du peuple en Parlement, aux malheurs et aux maux qui arrivent à l'état.

Pour conclure ce chapitre, le Parlement *ad absolute poiar en tous cas, come à faire leys, d'adjuger matters en ley, a trier vie del home, a renverser erron en bank le Roi; especialement l'on est ascun commune mischies que l'ordinary cours del ley n'ad ascun means a remédier; et tiel case ceo est le proper court, et toutes choses que ils font sont comme Judgements.* Et si le Parlement mesme erre, come il peut, ceo ne peut être reverse en aucun lieu fors que en le Parlement. Ce que je vais mettre en François pour ceux qui n'entendent point ce vieux langage. "Le Parlement a un pouvoir absolu dans tous les cas, comme de faire les Loix, de juger les contestations en loi, de décider de la vie des hommes, de renverser les erreurs du Banc du Roi; c'est surtout la Cour à laquelle il convient de recourir dans tous les cas qui ne sont pas prévus par la loi commune; et si le Parlement tombe dans une erreur, comme cela peut arriver, elle ne peut-être relever que dans le Parlement."

Sir Robert Cotton dans son discours sur les privilèges et usages des Parlements, dit, que toutes les bonnes loix fondamentales de ce Pays ont été et sont en-

Finche's  
nemo cenia.  
l. 2. c. 1.  
f. 21. 22.

Voyez Sir  
Rob. Cot.  
treasur. of  
Parliam. p.  
44. 45.

core

core faites et confirmées par les Parlements.

Le pouvoir et la suprématie du Pape, dans ce Royaume, ainsi que la superstition et l'idolâtrie de Rome ont été abrogés et abolis par acte du Parlement.

La vraie religion, le vrai culte et le service divin sont, ou peuvent être, établis et maintenus par acte du Parlement.

Le Parlement a accordé plusieurs privilèges et immunités aux deux universités d'Oxford et de Cambridge, ainsi qu'à différentes cités et villes.

Pierce Gaveston un grand favori et mauvais Conseiller d'Edouard II. fut déplacé et banni par acte du Parlement et ensuite exécuté.

Le Parlement condamna les favoris des Spencer et les mauvais Conseillers du même Roi, ainsi que Delapool du temps d'Henry VI. et plusieurs autres depuis.

Le Parlement découvrit et ensuite fit exécuter Empson et Dudley deux fameux extortionnaires publics pour exactions d'amendes.

Le Parlement condamna à une infamie éternelle cet infernal complot des Poudres, machiné dans l'enfer.

Le Parlement découvrit, dégrada et bannit par Proclamation un certain Sir Giles Mompesson, une sangue et extortionnaire

naire

naire public, pour exaction sur les au-  
bergistes,

*Note the  
censure on  
the late E.  
of Marles-  
field &  
Quere.*  
Sir Francis Bacon créé par Jacques I.  
Baron de Verulam, Vicomte de St. Albans  
et Lord Chancelier d'Angleterre fut  
découvert et dégradé pour subornation,  
&c.

Sir John Bennet un des Juges de la  
Cour des prérogatives étant dangereux  
au public dans sa place fut découvert et  
condamné à perdre sa place par le Par-  
lement.

Lionel Cranfield autrefois un Marchand  
de Londres et créé par Jacques I. Comte  
de Middlesex et Trésorier d'Angleterre,  
étant nuisible dans son office au bien pu-  
blic fut découvert et déplacé.

Sir Francis Mitchel un joli Juge-à-paix  
de Middlesex dans les Fauxbourgs de  
Londres, une autre sangsue publique, fut  
découvert par le Parlement, dégradé de  
sa Chevalerie et enfin déchu de sa place  
de Juge-à-paix pour corruption en sur-  
prenant des Loix sur les pauvres ven-  
deurs de bière et avitailleurs.

*ib. p. 46.* Le Parlement ayant découvert les  
fourberies Espagnoles, les deux traités  
faits avec eux concernant un mariage,  
et l'autre la restitution du Palatinat, qui  
tous deux avoient coûté au Roi et à  
ses sujets beaucoup de sang et d'argent,  
furent

furent invalidés et annulés par un acte  
du Parlement.

Rappelons nous, dit le même auteur,  
ce que l'on a souvent entendu dire à Sir  
William Cecil, un sage Conseiller d'état,  
qui étoit Lord de Burley et Grand  
Trésorier d'Angleterre, *qu'il ne savoit pas  
ce que ne pouvoit pas faire un Parlement;*  
cette belle pensée fut approuvée de  
Jacques I. et citée par lui dans une de  
ses harangues publiques.

L'un dit, que le Parlement a un pou-  
voir absolu et sans borne sur toutes les  
choses temporelles de la nation. Un  
autre dit, *Parliamentum omnia potest.*  
*Bracton et Fleta* allurent tous *Rex habet  
superiorem in regno, Scilicet curiam  
suam, i. e. Comites et Barones,* (sans doute  
les Lords et les Communes) *qui appo-  
nantur regi ut si rex sine fræno, i. e. sine  
lege fuerit, debent ei frænum apponere.*  
Etc. de plus, de graves auteurs ont sou-  
tenu *quod concitum hoc (i. e. Parlia-  
mentum) facultatem habet deponendi re-  
gem malum et substituendi novum,* et que  
ce pouvoir vient *ex antiquo statuto, Etc.*  
*Knighton* a un passage remarquable sur  
l'exécution de cet ancien Statut dans les  
cas d'Edouard II. et de Richard II. que  
je me dispenserai pour le moment de  
traduire,

Sir Rob.  
Atkyn's ar-  
gument p.  
50.  
Bracton f.  
34.  
Fleta p.  
2. 17.

Voyez Mat.  
Paris, per  
Watts, p.  
498.

Knighton  
de eventibus  
Angliæ p.  
268 j. in the  
Decem.  
Scriptores.

Nota

NOTA. Il paroît par *Mat. Paris*, p. 99. &c. que les Communes furent alors, c'est-à-dire dans la 13<sup>me</sup> année du règne de *Henry II.* sommées au Parlement qui se tint à *Clarendon* et qu'elles se joignoient partie du Parlement du temps du Roi *Henry I.* voyez avant p. 34. 35.

## CHAPITRE IV.

*De la Chambre des Lords en général.*

Rushw. col.  
vol. 3. part.  
1. p. 777.

La Chambre des Lords est le Conseil héréditaire du Roi et du Royaume, comme la Chambre des Communes est le corps représentant toutes les Communes du Royaume.

Nelson 566.

On ne peut certainement point voir dans le monde entier une Cour plus illustre que cette grande et honorable assemblée des Pairs en Parlement, ni rien de plus utile et de plus avantageux aux sujets de cette monarchie.

Sir Simon  
d'Ewes's  
Journ. 11.  
col. 1.

Aucun Lord ne peut siéger en Parlement à moins qu'il n'ait vingt et un ans accomplis ou que ce soit par faveur spéciale du Prince, encore est-ce bien rarement, à moins qu'il ne soit prêt de vingt et un ans.

ib. ante 3.  
4. 43. 44.

Un Evêque élu, peut siéger en Parlement comme Lord d'icelui, c'est à-dire s'il

sil y est appelé par un Writ, car il n'est pas proprement un Pair, ni même un Evêque, jusqu'à ce qu'on lui ait accordé un temporel.

Si le Roi appelle par un writ un Chevalier ou un Ecuier pour être un Lord du Parlement, il ne peut refuser d'y servir le Roi en *commun illo consilio*, pour le bien de son pays. 4. Infl. 44.

Le Roi peut faire la faveur à des Héritiers de Comtes de les créer Membres de la Chambre haute, en les y appelant par son Writ, cependant ils n'y prennent point leurs places comme fils de Comtes, mais d'après l'ancienneté des Baronies de leurs Pères. Sir Simon  
d'Ewes's  
Journ. 2. 4.  
col. 2.

L'Archevêque de *Canterbury* est le premier Pair du Royaume. id. 140.  
col. 1.

La place du Comte Maréchal en Parlement est entre le Lord Chambellan et le Lord *Steward*. Voyez le Statut. id. 535.  
col. 2.

Personne ne doit siéger dans cette grande Cour Parlementaire à moins qu'il n'y ait droit. 4. Infl. 45.

Si un Lord laisse le Parlement sans permission, c'est une offense hors du Parlement sujette en loi à une amende. id. 44.

Le 4. Juin 1642. sur un ordre de la Chambre des Lords à ceux des Lords qui avoient laissé le Parlement et joint le Roi à *York* requérant leur présence comme délinquants, on trouve ces mots dans Rushw. col.  
vol. 3. part.  
1. 737. post.